

Résumé du Rapport Annuel 2019 de la Banque Centrale de Tunisie

Le Rapport Annuel de la BCT relatif à l'année 2019 comporte, à l'instar des rapports précédents, des analyses approfondies sur l'environnement international et national ainsi que sur les efforts déployés pour le redressement des équilibres financiers internes et externes. La crise du Covid-19 est, par ailleurs, abordée ainsi que les mesures pour en réduire l'impact sur l'entreprise et l'emploi.

I- L'environnement international est marqué en 2019 par une nette décélération de la croissance.

« L'économie mondiale a été touchée par la persistance des mesures protectionnistes qui ont caractérisé les relations commerciales à l'échelle mondiale ainsi que par la poursuite des tensions géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, outre la difficile sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit) et la faible performance du secteur manufacturier, en particulier automobile ».

Dans ce contexte, la croissance économique s'est essoufflée dans les pays avancés pour revenir à 1,7% contre 2,2% en 2018, traduisant, notamment, le ralentissement de la production industrielle sous l'effet de la contraction de la demande extérieure et le fléchissement des investissements.

Croissance réelle en %	2018	2019	2020
Pays développés	2.2	1.7	-6.1
• USA	2.9	2.3	-5.9
• Zone Euro	1.9	1.2	-7.5
Economies émergentes	4.5	3.7	-1.0
• Chine	6.7	6.1	1.2
• Inde	6.1	4.2	1.9

Au niveau des échanges, l'intensification des tensions commerciales et le climat d'incertitude se sont traduits par un fléchissement du volume du commerce mondial de biens et services. Celui-ci a évolué, en 2019, à son rythme le plus faible depuis la fin de la crise des subprimes (0,9% contre 3,8% en 2018).

Les investissements directs étrangers ont poursuivi, en 2019, leur baisse bien qu'à un rythme moins prononcé qu'une année auparavant (-1% contre -5,6%), revenant à 1.394 milliards de dollars. Cette contraction a concerné les pays développés, alors que les flux vers les pays en développement, représentant plus de la moitié des flux mondiaux, sont demeurés stables.

Face au ralentissement économique mondial, les politiques monétaires ont été largement assouplies aussi bien dans les économies développées que dans celles en développement. Il s'agit du changement de politiques monétaires le plus important depuis la crise financière mondiale de l'année 2018.

Pour l'ensemble des pays avancés, le déficit budgétaire s'est légèrement creusé en 2019 pour se situer à 3% du PIB contre 2,6% en 2018. Dans la Zone Euro, le déficit est passé de 0,5% à 0,7% et pour les Etats-Unis, le déficit budgétaire fédéral s'est élevé à 5,8% en 2019 contre 5,7% en 2018.

Dans les pays émergents et en développement, la politique budgétaire a été en 2019 plus expansionniste avec un déficit atteignant en moyenne 4,7% du PIB contre 3,7% un an plus tôt. C'est le cas en particulier de la Chine avec un déficit de 6,4% contre 4,7%, une année auparavant.

Au niveau de l'inflation, la baisse des prix internationaux des produits de base, notamment ceux de l'énergie, et l'accroissement modéré des salaires ont favorisé une détente de l'inflation dans le monde qui s'est stabilisée à 3,6% en 2019, soit 1.5% dans les pays développés et 5% dans les économies émergentes

II- Au niveau national, après la reprise amorcée en 2017 et poursuivie en 2018, la croissance enregistre son niveau le plus faible depuis 2011.

La situation économique et financière de la Tunisie a été marquée par les évolutions suivantes :

1- « L'économie nationale a connu, en 2019, sa plus faible croissance depuis 2011. Elle s'est limitée à seulement 1% contre 2,5% en 2018.

La croissance économique a été affectée, notamment par une conjoncture nationale difficile marquée, par les échéances électorales sur le plan politique, la baisse de la récolte d'olives à huile, l'impact du repli de la demande extérieure en provenance de la Zone Euro sur les industries manufacturières exportatrices et la poursuite de la contraction de l'activité des hydrocarbures impactant aussi bien les équilibres extérieurs que les finances publiques. En revanche, l'activité touristique a continué son redressement et celle des phosphates et dérivés a poursuivi sa reprise progressive ».

2- Sur le plan de la compétitivité, La part de marché des exportations Tunisiennes sur l'Union Européenne a poursuivi sa tendance baissière, pour revenir à 0,50% en 2019 contre 0,51% durant les deux années précédentes et 0,63% en 2010 et ce contrairement à la position du Maroc dont la part s'est améliorée de 30 points de base entre 2010 et 2018.

Part en %	Rappel 2010	2016	2017	2018	2019
Chine	18.53	20.64	20.24	19.96	20.45
Turquie	2.95	3.90	3.76	3.84	3.90
Maroc	0.51	0.81	0.82	0.81	0.81
Tunisie	0.63	0.55	0.51	0.51	0.50

3- La Formation Brute de Capital Fixe a connu une diminution de 2.8% en 2019, se traduisant par la poursuite de la tendance baissière du taux d'investissement. Celui-ci se ramène à 17.7% du PIB en 2019 contre 18.6% en 2018, parallèlement au ralentissement de l'épargne nationale qui s'est limitée à 8,9% du RNDB contre 9,6% une année auparavant.

4- Le déficit courant de la balance des paiements s'est limité à 8,5% du PIB contre 11,2% en 2018. Cette évolution reflète, notamment, l'amélioration des recettes touristiques de 35,9% et des transferts des tunisiens à l'étranger de 19,5%.

5- Les avoirs nets en devises ont progressé pour passer à 111 jours d'importations au terme de l'année 2019, contre 84 jours une année auparavant.

6- Le taux de change du dinar a connu, par rapport à la fin de l'année 2018, une appréciation de 9,1% vis-à-vis de l'euro et de 7% face au dollar, et le taux de la dette extérieure par rapport au RNDB a baissé, revenant de 72,8% à 65,5%, d'une année à l'autre.

7- La situation des finances publiques a poursuivi sa consolidation suite, notamment, à l'amélioration du recouvrement des recettes fiscales ce qui a permis de ramener le déficit budgétaire par rapport au PIB de 4,8% en 2018 à 3,5% en 2019.

8- Le taux de chômage a enregistré une baisse en revenant de 15,5% en 2018 à 14,9% en 2019. Néanmoins, ce taux demeure élevé, notamment pour les diplômés de l'enseignement supérieur (27,8% contre 28,8%).

III- L'intégration des innovations financières et la consolidation des assises du secteur bancaire

Les chapitres consacrés à la politique monétaire et à la gouvernance bancaire font état des efforts déployés pour rationaliser le crédit, renforcer l'inclusion financière et réduire les risques susceptibles de secouer les fondements du système monétaire. Les principales actions ont porté principalement sur :

- L'instauration en novembre 2018 d'un ratio crédits/dépôts au niveau de 120%, a contribué à ramener le volume global de refinancement de 15,8 milliards de dinars à fin 2018 à 11,5 milliards au terme de 2019.
- La mise en place de mécanismes de promotion de l'innovation financière en Tunisie, à l'instar du Comité Fintech chargé de faire le relai entre la BCT et de la SandBox réglementaire qui constitue un espace de tests réels et un environnement encadré d'amorçage des innovations.
- La création de l'unité de l'inclusion financière et de la protection des consommateurs des services bancaires.

IV- Action de la BCT pour soutenir les entreprises et sauver les emplois et aider les catégories sociales les plus affectées par la crise du Covid-19

En 2020, la pandémie a causé une paralysie sans précédent de l'économie mondiale touchant aussi bien l'offre que la demande, particulièrement celle en provenance de la Zone Euro. Dans ce contexte de fortes incertitudes, et malgré les marges de manœuvre monétaires et budgétaires limitées, la Banque Centrale de Tunisie a décidé d'agir de manière proactive en mettant en œuvre une panoplie de mesures exceptionnelles de nature à appuyer l'action du Gouvernement afin de limiter les répercussions de l'épidémie sur l'activité économique et soutenir les entreprises ainsi que les catégories sociales les plus affectées. Les actions décidées sont notamment :

- La baisse de 100 points de base de son taux directeur en le ramenant à 6,75%.
- Le report des échéances des crédits pour les particuliers et les professionnels concomitamment à l'octroi de financements exceptionnels.
- L'assouplissement des normes prudentielles, notamment du ratio crédits/dépôts pour permettre au secteur bancaire de mieux soutenir les entreprises.

Forum Ibn Khaldoun le 15 septembre 2020

[Rapport Annuel de la BCT 2019 à télécharger.](#)